

Conférence de presse conjointe avec Friedrich Merz, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

Emmanuel MACRON

Cher Friedrich, c'est un réel plaisir pour moi de t'accueillir à Paris, en effet, accueillir le nouveau chancelier fédéral d'Allemagne pour ouvrir une nouvelle page de la relation bilatérale, de l'amitié franco-allemande, mais aussi des grands projets européens, est un moment important pour notre pays. Et donc, félicitations pour l'élection d'hier et merci d'être aujourd'hui à Paris pour ce premier voyage.

62 ans après le traité de l'Élysée, 6 ans après le traité d'Aix-la-Chapelle, donnant un nouvel élan à notre partenariat, c'est au fond une amitié bien plus qu'une coopération que nous voulons ancrer, et ce que nous avons appelé ce réflexe franco-allemand que nous voulons réinstaller partout. Dans la tribune que nous avons aujourd'hui publiée ensemble, comme dans tous les travaux que nous avons élaborés ces dernières semaines, et surtout tout le travail qui nous attend dans les semaines et mois à venir, nous souhaitons que l'action se construise systématiquement ensemble. Nous voulons répondre ensemble aux défis que l'Europe affronte. Nous voulons ensemble agir sur les sujets prioritaires à nos yeux, la souveraineté, la sécurité, la compétitivité.

La première de nos responsabilités, en effet, est la sécurité en Europe. Elle passe avant tout par notre soutien résolu à l'Ukraine face à l'agressivité. Avec l'Allemagne, nous allons continuer à travailler avec nos partenaires, avec les Américains et toutes les nations volontaires pour parvenir à un cessez-le-feu et créer les conditions d'une paix juste et durable, fondée sur des garanties de sécurité robustes pour l'Ukraine. Et ensemble, nous devons également continuer de tirer toutes les conséquences de la menace systémique que la Russie fait peser sur notre sécurité européenne. Pour cela, nous continuerons d'investir dans la défense. C'est ce que nous faisons depuis 2017 en France avec une trajectoire de doublement de notre budget. Et je veux saluer la décision historique prise par l'Allemagne après la décision de 2022, celle historique prise il y a quelques semaines sous votre impulsion d'investir massivement dans la défense, mais au-delà, dans le réinvestissement dans les infrastructures pour d'autres pays.

Ce réveil stratégique pour la défense européenne, nous l'accélérons depuis le Conseil européen de mars, et ensemble, nous aurons à rendre opérationnel le plan proposé par la Commission européenne, mobiliser des financements privés et publics pour des besoins capacitaires prioritaires, investir massivement dans notre base industrielle et technologique de défense européenne. Nous allons donc accélérer nos programmes franco-allemands, développer des capacités nouvelles et au-delà des chars, avions de combat, missiles longue portée, nous allons mettre en place un Conseil de défense et de sécurité franco-allemand qui se réunira régulièrement pour apporter des réponses opérationnelles à nos défis stratégiques communs. Nous allons aussi coordonner nos travaux respectifs pour partager nos analyses et actualiser nos revues stratégiques nationales. Enfin, nous établirons un programme franco-allemand d'innovation de défense pour permettre les innovations de rupture nécessaires à la guerre de demain.

Ensuite, c'est une Europe plus souveraine que nous voulons, comme je viens de le dire, mais également plus prospère et plus compétitive et pour répondre aux défis de concurrence internationale qui nous sont posés, là aussi, nous voulons agir main dans la main. Cela vaut pour les droits de douane américains, pour une réponse européenne unie et une issue équilibrée qui respectera nos intérêts. Cela justifie encore plus ce que nous avons décidé en Europe sur notre propre agenda de compétitivité. Et là, notre volonté ensemble est d'accélérer la simplification dans beaucoup de domaines. Nous l'avons dit, qu'il s'agisse de CSRD ou CS3D, de pouvoir également avoir une industrie plus compétitive à travers une politique énergétique à la fois décarbonée, mais également moins coûteuse.

Pour assurer notre souveraineté énergétique dans le respect des choix nationaux, nous appelons à mettre fin à toutes les discriminations au niveau européen à l'égard des énergies bas-carbone, nucléaires comme renouvelables. Nous voulons une vision d'ensemble des marchés énergétiques et un investissement au niveau européen dans nos réseaux et infrastructures transfrontalières. Tout nouvel objectif climatique nécessitera des stratégies crédibles et financées afin de garantir notre compétitivité et éviter les fuites de carbone. Nous soutiendrons un agenda européen d'investissement pour assurer notre compétitivité et réduire nos dépendances stratégiques en matière d'intelligence artificielle, de quantique, d'énergie propre, de biotechnologies, de spatial, de semi-conducteurs ou de défense. Avec l'Allemagne, nous allons établir les feuilles de route pour des stratégies conjointes dans ces domaines en matière de recherche, d'investissement, mais aussi de simplification et de compétitivité. Et donc nous souhaitons, et nous allons dès demain lancer ensemble plusieurs groupes de travaux très concrets entre nos équipes pour avancer dans ces domaines, rendre de part et d'autre du Rhin nos industries plus compétitives, renforcer les coopérations, mais aussi pousser à une accélération de la simplification de l'agenda européen.

Nous voulons accélérer en Europe sur la création d'une véritable union de l'épargne et de l'investissement pour mobiliser l'investissement privé et que l'épargne abondante en Europe soit mieux utilisée pour servir nos grands objectifs stratégiques. Nous savons qu'il faut investir, mais également donc simplifier et alléger les charges réglementaires. Beaucoup de choses ont été dites dans le rapport de Mario Draghi, et c'est une priorité que nous partageons avec le chancelier Merz. Cela suppose enfin de revoir le logiciel aussi de la politique commerciale, diversifier nos partenariats internationaux, nous déboucher, dérisquer nos chaînes de valeur, promouvoir une concurrence loyale, protéger nos approvisionnements, nos technologies, nos secteurs stratégiques et sensibles et c'est au cœur de la stratégie de sécurité économique qui sera le nôtre.

Enfin, avec Monsieur le Chancelier, nous partageons une conviction forte. Notre ambition pour l'Europe n'est possible que si l'Allemagne et la France se coordonnent sur leurs réformes économiques et sociales respectives pour faire converger nos modèles. Sur l'investissement, sur la défense, sur l'énergie, sur l'espace, je l'ai dit, nous allons travailler main dans la main sans naïveté, avec un objectif commun et un pilotage très étroit entre nos équipes et nous-mêmes. Et quand il y aura des choses qui peuvent être des désaccords, parce qu'il peut y avoir des désalignements d'intérêts, et c'est normal, parce que nous avons des acteurs qui sont en compétition, nous les réglerons ensemble. Nous voulons aussi nous synchroniser, nous coordonner sur nos marchés du travail, notre fiscalité, et nous renforcer mutuellement. Sur ces enjeux, nous voulons relancer ce réflexe franco-allemand, et proposeront à nos organisations patronales, syndicales, nos économistes, nos forces politiques de travailler ensemble pour mettre en œuvre une feuille de route et d'action commune.

Sur les migrations, enfin, nous avons adopté au niveau européen le Pacte sur la migration et l'asile, qui est un cadre efficace, qui doit être mis en œuvre sans attente. Et avec l'Allemagne, nous voulons le faire de façon parfaitement harmonisée et le compléter par un cadre européen robuste sur les retours. Nous sommes aussi attachés au bon fonctionnement de l'espace Schengen et nous agissons de façon coordonnée pour en assurer le pilotage stratégique. Mais là aussi, le renforcement de la protection de nos frontières, la coopération en la matière est un objectif très important pour nous deux.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que je voulais dire ici. Monsieur le Chancelier, cher Friedrich, je me réjouis de l'ambition que nous avons décidée de porter ensemble et de ce réflexe commun. Je me réjouis que vous nous fassiez l'honneur de commencer votre mandat ici, à Paris, et je sais aussi, nous venons de décider, que nous aurons l'honneur, à l'été, de pouvoir ainsi réunir, tirant toutes les conséquences concrètes du travail à marche forcée que nous allons lancer dès demain, de tenir le premier Conseil des ministres franco-allemand, dont nous avons acté le principe, et il permettra de décliner *in concreto* les fruits de cette feuille de route que nous avons travaillée ensemble, des annonces d'aujourd'hui, et surtout par le bon travail de nos équipes et de nos ministres. Merci d'être là. Merci de ce que nous avons déjà acté et décidé, et merci surtout du travail immense qui nous reste à faire dans des temps ô combien historiques. Je suis très heureux que nous ayons l'opportunité de le faire ensemble.

Merci, Monsieur le Chancelier, cher Friedrich.

Journaliste

Merci monsieur le Chancelier fédéral, Monsieur le Président. Déjà, avant votre nomination, Monsieur le Chancelier, vous avez déjà commencé avec votre concertation avec le président français. Est-ce que vous pouvez nous dire dans quel domaine ce réflexe franco-allemand évoqué par le Président ne fonctionnait pas encore assez bien. Alors, qu'en est-il de l'accord de libre-échange avec les États du Mercosur ? Et qu'en est-il de la disposition également à une réponse commune à cette politique erratique en matière de droit de douane du président Trump.

Et deuxième question, le pacte de stabilité. Ursula von der Leyen a fait une exception pour les dépenses de défense. Est-ce que l'Allemagne présente maintenant une position plus souple par rapport aux dépenses de défense ?

Emmanuel MACRON

Sur les deux sujets qui reposent sur la stratégie économique que notre Europe doit conduire, on aurait tort de penser que les dogmes d'hier sont valables dans un monde où tout se transforme. C'est pourquoi nous sommes totalement d'accord pour dire que l'Union européenne doit continuer de bâtir une diversification commerciale. Et il faut le faire en ayant en tête très clairement nos intérêts et en étant convaincus que nous avons une économie compétitive et dont on veut renforcer la compétitivité.

Sur les accords commerciaux qui sont en train d'être discutés, ceux à venir comme ceux qui ont pu donner lieu à des prises de position de la France comme le Mercosur, j'essaie d'être cohérent avec cela. Nous sommes pour les accords commerciaux s'ils protègent les producteurs européens, et leur assurent une égalité de traitement et de conditions d'opération. C'est pourquoi, par exemple, nous avons défendu le CETA et l'accord avec le Canada, parce que, tout en ouvrant beaucoup nos économies, il assurait des clauses de sauvegarde, et surtout était cohérent entre des conditions qu'on impose à nos producteurs et qu'on veut voir respectées par les producteurs de pays tiers, ce qui est logique. Quelle économie serait l'Europe si elle disait : j'accrois chaque jour les exigences sur mes producteurs et j'ouvre chaque jour davantage à des producteurs qui ne les respectent pas. Je peux vous dire que nous aurions l'économie la plus décarbonée du monde dans les 10 ans parce que nous n'aurions plus d'économie de producteurs. Ce n'est pas ce qu'on souhaite, on est totalement en ligne. Et donc on veut avoir une synchronisation, donc on veut à la fois simplifier notre agenda régulier et avoir diversifié nos partenariats économiques. Et donc moi, je suis convaincu que sur les grands accords commerciaux, on trouvera les accords qui permettent justement la juste préservation des conditions de travail, de l'équité, en fait, pour nos producteurs, des mesures de sauvegarde en particulier qui évitent que des marchés soient déstabilisés, comme on a su le faire avec le Canada. Et je suis convaincu qu'ensemble, par le travail qu'on mènera, on saura trouver les bons accords. Ensuite, sur ce contexte, il faut être clair, il y a quand même un dérèglement aujourd'hui très profond des politiques commerciales, monétaires et d'investissement et des politiques qui s'ensuivent sur le plan budgétaire. Nous aurons à avoir une discussion dans les formats appropriés. Le G7, évidemment, est un forum normalement principalement dédié à ça, mais le G7 et le G20 devront nous conduire à l'évoquer. Mais notre Europe et nos économies devront s'adapter à cela. Et donc il est clair que nous avons un cadre, que nous savons de toute façon que nos finances publiques doivent être retenues pour des raisons aussi de marché de crédibilité, je dirais indépendamment de toutes les contraintes juridiques, mais je pense qu'on aurait tort de penser qu'on peut avoir, là aussi, une politique monétaire et au fond des éléments de guide qui soient uniquement pensés dans les années 90. Et je pense que dans les défis qui seront les nôtres, on a totalement repensé nos grands fondamentaux pour retrouver aussi une discussion internationale à la fois apaisée et qui soit bonne pour la prospérité européenne. Car aujourd'hui, entre les tarifs, les politiques qui sont conduites, les États-Unis d'Amérique prennent des décisions qui viennent bousculer tout cela. Ceci étant dit, je suis convaincu pour ma part que nous avons besoin de davantage d'investissements publics européens. Ce sera au cœur des discussions pour le prochain cadre financier pluriannuel. Nous avons besoin, sur les grands sujets, d'investir davantage. Il y a des flexibilités qui ont été trouvées, le chancelier l'a redit, et je partage totalement son avis sur les questions de défense, mais ceci ne nous exonère pas, par ailleurs, d'un sérieux qui est la condition de la crédibilité. Nous voulons en même temps mobiliser davantage de financement privé et c'est pourquoi aussi, si nous voulons faire face à ces défis sur le climat, sur la défense et autres, le marché de capitaux unique, cette union, au fond, de l'épargne et du financement, est un élément clé de la stratégie.

Journaliste

Monsieur le Chancelier, Monsieur le Président, vous avez évoqué votre volonté de travailler étroitement sur l'Ukraine. Concrètement, est-ce que cela peut se traduire notamment par une visite ensemble à Kiev, potentiellement prochainement ? Et Monsieur le Chancelier, sur les garanties de sécurité apportées à l'Ukraine. L'Allemagne exclut-elle d'envoyer des soldats en Ukraine dans le cadre d'une force de réassurance ? Et si tel était le cas, comment contribueriez-vous à des garanties de sécurité ?

Emmanuel MACRON

Je confirme que nous nous coordonnons très étroitement avec Monsieur le Chancelier et ses équipes sur ce sujet. Je partage totalement la manière d'appréhender la situation. Il n'y a qu'une question aujourd'hui à laquelle on doit avoir une réponse : est-ce que la Russie est prête à un cessez-le-feu d'au moins 30 jours pour construire dans ce contexte une paix robuste et durable ? C'est la seule question. Les autres réponses viendront successivement. Mais il faut sortir du processus où, en quelque sorte, nous serions, nous, sommés de constamment donner de la visibilité à quelqu'un qui n'en donne aucune au reste du monde et qui, depuis trois ans, a mené cette guerre d'agression. Et donc, au-delà des trois jours promis qui ne seront sans doute pas respectés comme les précédents, est-ce qu'enfin le président russe est sérieux ? Est-ce qu'enfin, il décide de respecter sa parole et en particulier celle qu'il a donnée dans ses discussions avec l'administration américaine ? C'est ça ce qui nous importe. Et en tout cas, nous, nous serons là pour accompagner ce cessez-le-feu de 30 jours et bâtir une paix robuste et durable en prenant nos responsabilités et nous nous coordonnons très étroitement.

Journaliste

Monsieur le Chancelier fédéral, vous avez évoqué la coopération de défense. Le Président français a offert d'ouvrir l'accès aux armes nucléaires français pour la défense de l'Europe. Est-ce que vous êtes prêt à en parler, à en négocier ? Est-ce que vous avez peut-être déjà trouvé un accord là-dessus ? Et monsieur le Président, quel serait le rôle de l'Allemagne dans un projet de ce type et quelle devrait être la vitesse pour aller de l'avant dans un tel projet ? Et encore une question, le chancelier fédéral a dit à plusieurs reprises à livrer des armes de type Taurus à l'Ukraine. La France est donc un allié qui a déjà livré d'armes similaires en Ukraine. Est-ce que vous souhaitez que l'Allemagne fasse la même chose ?

Emmanuel MACRON

Deux mots. Le premier, pour dire que depuis plusieurs années, nous œuvrons pour renforcer ce qu'on a appelé le pilier européen de l'OTAN qui n'est pas une diminution de l'OTAN, au contraire, mais qui est une plus grande prise de responsabilité pour eux-mêmes des Européens. C'est exactement l'esprit que vient de décrire monsieur le Chancelier, c'est-à-dire considérer que nous, Européens, devons mieux nous organiser, mais que ce n'est pas une remise en cause des alliances historiques. C'est aussi néanmoins les conséquences qu'on doit tirer de réveils successifs : Syrie, Afghanistan, ce qui est en train de se passer. Et nous aurions tort, nous, Européens, de ne pas regarder que ces mouvements de l'histoire disent quelque chose aussi de priorité géopolitique aujourd'hui de nos alliés américains. Et donc nous devons prendre nos responsabilités. C'est le sens de ce pilier européen. Et dans ce cadre, il est tout à fait naturel que tous les sujets soient discutés, y compris celui de la dissuasion nucléaire, avec nos histoires, nos spécificités. Et pour ce qui est de la France, celle d'être un État doté, indépendant, pleinement autonome dans ses capacités et ses différentes composantes. Et donc c'est normal, quand on veut agir en confiance, de dire qu'on est prêt à ouvrir cette discussion, ce que j'ai fait. Et donc maintenant, ça va être le travail, en effet, de nos ministres, de nos équipes, puis de nous-mêmes, et ça va prendre du temps, mais ça va se faire dans cet esprit qui est un esprit de prise de responsabilité des Européens, mais dans le cadre historique et stratégique qui sont les nôtres.

Ensuite, vous m'avez posé la question sur les Taurus, et je vais vous répondre de la manière la plus directe et cohérente possible. Je souhaite que nos pays soient les plus coordonnés avec tous les alliés qui soutiennent l'Ukraine, qu'on le fasse aussi longtemps que nécessaire, qu'on puisse le faire en étant transparent entre nous et avec les Ukrainiens, qu'on réponde à leurs besoins, mais qu'on en dise le moins possible, parce que cette ambiguïté est bonne pour la protection des Ukrainiens. Et donc, il appartient au chancelier de prendre les bonnes décisions pour son pays, en conscience et souveraineté, mais j'approuve sa volonté de recréer de l'ambiguïté stratégique dans ce contexte, parce que nous serions fous de donner les catégories d'armes, les dates de livraison et les modèles, à chaque conférence de presse, parce qu'il se peut que l'armée russe écoute les réponses à vos questions et parfois vos questions aussi.

Journaliste

Une question à propos Monsieur Merz et Monsieur Macron de ce que Monsieur le Chancelier vient de dire, c'est-à-dire qu'il souhaitait la mise en place d'un cessez-le-feu durable en Ukraine avec une supervision sous l'égide des États-Unis. C'est quelque chose qu'on n'a pas forcément entendu en France. Je voulais savoir si c'était aussi une demande française, une demande commune de vous deux. Merci.

Et puis à propos de ce qui se passe en ce moment dans la bande de Gaza et du plan de conquête présenté par les Israéliens, le plan de conquête total, donc le plus large possible de la bande de Gaza, je voulais avoir vos réactions, Monsieur le Chancelier, Monsieur le Président, et savoir quelle pouvait être la réaction des Européens sur ce sujet. Je crois que le gouvernement néerlandais, notamment, se pose la question de remettre en cause l'accord d'association avec Israël. Est-ce que c'est une piste qui vous semble possible d'étudier ?

Emmanuel MACRON

Nous soutenons l'implication américaine dans un processus de cessez-le-feu et son rôle essentiel dans la supervision. C'est le sens, d'ailleurs, du travail que nous avons mené avec nos amis britanniques en vue de l'accord qui a été formalisé à Djeddah par les Ukrainiens sur la proposition américaine. Et c'est pour ça que, d'ailleurs, nous avons constamment veillé à engager l'administration américaine dans ce travail sur le cessez-le-feu, puis sur la construction d'une paix robuste et durable. Et donc je pense que c'est un élément important à la fois pour la crédibilité, la soutenabilité de ce cessez-le-feu et pour que, justement, les choses avancent dans la bonne direction. Les Européens ont leur rôle à jouer à leurs côtés. Nous prendrons nos responsabilités à la fois dans la supervision de ce cessez-le-feu à leurs côtés et dans la préparation d'une paix juste et durable. Pour ce qui est de la bande de Gaza, et que vous avez rappelé, nous avons depuis le début une position très claire. Nous avons été aux côtés d'Israël le 7 octobre et condamné l'attaque terroriste du Hamas. Nous nous battons sans relâche pour la libération de tous les otages, mais aussi parce qu'Israël est une démocratie et parce que nous avons les principes qui sont les nôtres et parce que nous ne saurions avoir de double standard et être si engagés en Ukraine aux principes du droit des peuples à disposer de leur propre territoire et d'avoir leur souveraineté, nous ne saurions pas avoir de double standard quand il s'agit de Gaza. Et donc lutter contre un groupe terroriste qu'est le Hamas, oui, mais ne respecter aucune règle humanitaire et maintenir la situation à Gaza, non. Et cette situation est inacceptable, de même que les déplacements forcés de population sont une réponse inacceptable. Et donc c'est pourquoi, tout en continuant d'agir, d'avoir ce dialogue permanent que j'ai avec le premier ministre Netanyahu depuis le premier jour, nous appelons d'abord à une reprise des accès humanitaires dans la bande de Gaza, interrompus depuis le début mars.

Et nous sommes en train d'entrer dans une zone que nous n'avons jamais connue depuis octobre 2023, jamais. Jamais aussi longtemps, des populations n'ont été loin des soins, en incapacité de sortir des blessés, loin de la nourriture, des médicaments et de l'eau. Et donc la situation est la plus critique que nous n'ayons jamais connue à Gaza, la plus critique. Et donc l'urgence, c'est la reprise des accès humanitaires et du soin. Ensuite, c'est la libération de tous les otages, la démilitarisation du Hamas et la reprise d'un processus politique qui est le seul qui permet de bâtir un débouché, le seul. Et c'est tout le travail que nous menons en particulier avec l'Arabie saoudite pour parvenir à des systèmes de reconnaissance réciproques et surtout bâtir une architecture de sécurité qui reconnaisse le droit légitime du peuple palestinien à disposer d'un État, qui reconnaisse l'existence et le droit légitime d'Israël à vivre en paix, en sécurité et la région, et qui crée les conditions réciproques de tous les partenaires dans la région de le faire. Donc l'urgence, c'est en tout cas à l'humanitaire aujourd'hui, et c'est ce que nous continuerons de faire.

Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs, pour votre attention et merci infiniment, Monsieur le Chancelier. Merci beaucoup.